



**CONFEDERATION SYNDICALE DES TRAVAILLEURS DU BENIN  
(CSTB)**

03 B.P. 932 Cotonou  
Tél. : (00229) 21-30-78-57 Fax : (00229) 21-30-78-49  
Email : cstbsn@yahoo.fr

Cotonou, le 06 août 2010

**POINT DE PRESSE  
AU SUJET DE LA SITUATION NATIONALE ACTUELLE**

Messieurs les Journalistes,  
Chers Camarades et Amis,

Depuis son dernier Congrès, la CSTB se devait de communiquer, au-delà de ses militants, avec l'opinion publique nationale voire internationale. Le premier point de presse de ce jour de la CSTB va dans la ligne et l'application des décisions de notre quatrième Congrès ordinaire tenu les 24 et 25 juin 2010. Ce congrès, dans ses résolutions, a décidé que la CSTB et ses militants doivent désormais œuvrer à la révolution dans notre pays pour que s'ouvre effectivement une période de luttes victorieuses pour les revendications matérielles et morales des travailleurs. Cela implique les prises de positions régulières sur la situation socio-politique nationale ainsi que des actions pour sa transformation qualitative.

Comment se caractérise la situation nationale à ce jour et quelles sont les responsabilités des travailleurs ?

La situation nationale est au chaos et au désastre. Un appel du Premier Secrétaire du Parti Communiste, Philippe NOUDJENOUME, la caractérise à juste titre de déconfiture totale.

Désastre économique, désastre financier, désastre social, désastre politique et, enfin, désastre moral.

L'économie est en panne. La production de coton que le pouvoir de changement a promis relever à 600 000 tonnes traîne autour de 200 000 tonnes. Causes ? Les producteurs désabusés, grugés par des prédateurs postés à tous les détours de la filière en complicité avec les dignitaires de l'Etat qui réservent des prix non rémunérateurs à l'effort du paysan. Les entreprises publiques sont pillées et les audits réclamés par les travailleurs pour leur donner enfin confiance avec l'identification des pilliers ne sont jamais publiés. Au contraire, le gouvernement de Boni YAYI reprend la politique de privatisation connue sous le gouvernement de SOGLO avec le P A S.

Désastre au niveau de l'Ecole. Ici, on assiste à un véritable assassinat de l'esprit de la jeunesse et de l'avenir du pays. Boni YAYI, après avoir reconnu lors d'une visite dans une école à Sèmè-Podji qu'avec les Nouveaux Programmes d'Etudes (N P E), le pays va sombrer dans dix ans, reste pourtant sourd à l'interpellation continue de parents d'élèves, de la CSTB de supprimer les N P E. Le plus grave, avec la commémoration du cinquantenaire de l'indépendance de notre pays, il est bien révélé de par le monde que le système issu de la colonisation est toujours en place avec la langue du colon comme seule langue d'instruction. Or, l'UNESCO reconnaît, recommande et, dans notre pays, la CSTB, après le PCB et l'INIREF, se bat pour l'instruction de chacun et de tous dans les langues maternelles.

Au niveau social, la remise en cause des avantages acquis (primes) des fonctionnaires, les salaires de misère des ouvriers et employés dans les entreprises privées, les licenciements abusifs avec la complicité des autorités administratives et judiciaires, les licenciements dans les entreprises publiques (SBEE, SONEB, etc.) alors que les pilliers de ces entreprises ne sont pas inquiétés. La misère, la faim tenaille le peuple.

Au niveau moral, c'est la descente aux enfers ! L'impunité des pilliers, l'arrogance de ces prédateurs encensés à longueur des colonnes des journaux et des interviews des radios et

télévisions, donc montrés en exemples au peuple, les calomnies et mensonges contre les probes et les intègres présentés comme des « imbéciles qui auraient choisi d'être pauvres », le titre d'honorable attribué à des députés que tout le monde sait qu'ils ont acquis leurs postes à coups de distribution d'argent, de magouille, de fraudes, de manipulations jusqu'à la CENA ou la Cour Constitutionnelle ; bref, la vie politique et sociale des gouvernants a validé l'idée de « gain facile » obtenu par la tricherie, le vol, l'affairisme, la trahison des intérêts nationaux et les hold-up sur les ressources publiques.

L'affaire ICC-Services renvoie au pays cette image de lui-même, l'image forgée par ceux-là qui, en 1990 à la Conférence Nationale, ont décidé de faire du consensus de la tolérance autour de l'impunité des crimes politiques et économiques, le fondement essentiel du Renouveau Démocratique. Les scandales sans fin observés depuis 1990, affaire SONAPRA (Constructions des usines privées des proches des SOGLO avec l'argent de la SONAPRA), vente du domaine du marché de Dantokpa, les affaires Hamani, Titan, Défi-Emplois-Jeunes, Crédits Relais, 70 milliards, SONACOP, avec des incendies répétés au ministère du développement rural pour détruire les preuves sous KEREKOU I et KEREKOU II et, sous Boni YAYI, CEN-SAD, Avion Présidentiel, Machines agricoles... et ICC-Services, braderie des entreprises publiques. Depuis 1990, la vie du pays et des travailleurs est comme une chaîne de scandales, de malheurs et de honte.

Chaque fois, les prédateurs et gangsters d'Etat d'hier se présentent avec l'appui des bailleurs de fonds extérieurs comme les messies du moment, souillent et corrompent avec les butins amassés au cours des élections frauduleuses. Les travailleurs victimes qui ont combattu le pouvoir failli sont amenés à soutenir leurs anciens pilliers ! ! ! On assiste comme dans le mythe de Sisyphe à un éternel recommencement, pire à un blocage total des voies d'amélioration des conditions d'existence et de travail des masses laborieuses. Il faut rompre le cercle, il faut détruire le système d'assassinat de l'esprit, de l'économie, de la morale, de la vie tout court du travailleur et du pays.

La C S T B s'est trouvée donc au bout du chemin des luttes seulement et uniquement revendicatives. Nous avons demandé :

- la suppression des N P E en accord avec le sentiment de la majorité du peuple, l'instruction dans nos langues maternelles ;
- l'arrêt des négociations avec le FMI ensemble avec les autres centrales ;
- l'arrêt des privatisations de Bénin Télécom SA, Sonapra, Ocbn, Port, Sobemap, SBEE, SONEB;
- l'arrêt des licenciements dans les entreprises publiques;
- la publication des audits ;
- l'élection et la révocabilité des Directeurs Généraux pour une lutte efficace et populaire contre la corruption;
- la lumière dans les scandales actuels et le châtiment des coupables ;
- la garantie des libertés, le jugement et le châtiment des auteurs de violation des libertés, la réhabilitation des victimes;
- l'arrêt de l'atteinte des acquis en matière de primes !

Le pouvoir de Boni YAYI a rejeté toutes ces revendications, poursuit dans sa politique de négation de ces exigences. Nous observons également qu'aucun des partis ou groupes de partis formés des membres des équipes gouvernementales passées ne soutient aucune de ces revendications. Seul le Parti Communiste du Bénin et ses responsables soutiennent ces revendications et les luttes pour leur satisfaction. Alors, la CSTB dit SUFFIT !!! Chaque fois, les travaillent luttent, fragilisent et détruisent les pouvoirs corrompus et impopulaires et puis, quand sonne l'heure du pouvoir, ils s'arrêtent et laissent des corrompus ou des inconnus sortis de nulle part prendre le pouvoir pour recommencer les mêmes choses contre les travailleurs. Certains comme Boni YAYI vont même jusqu'à nous demander Où étions-nous ?

C'est pourquoi la CSTB dit CA SUFFIT !!! Nous nous engageons désormais pour faire la révolution aux côtés du seul parti qui voit juste en disant qu'il faut changer le système et que le pouvoir véritable doit être aux mains des travailleurs et le gouvernement, un mandataire des travailleurs. La volonté exprimée des travailleurs et des peuples doit être des instructions à exécuter par le gouvernement. C'est le sens vulgaire que l'on donne à la démocratie : gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple.

Pour instaurer ce genre véritable de gouvernement, la CSTB a décidé d'y contribuer et appelle les travailleurs à se lancer pour la Révolution. Le gouvernement pour lequel la CSTB lutte doit satisfaire les revendications ci-dessus énumérées. Et aujourd'hui, seul Philippe NOUDJENOUME, avec le G R P ou Gouvernement de Salut National, le prône.

Ce combat pour la C S T B est urgent, d'actualité. Après les scandales, le rejet des revendications populaires, la destruction de l'Ecole avec les N P E, le pouvoir actuel est fini. C'est ce qui se dit partout. Pire ou mieux, lorsque des députés décident de traduire le Président devant la Haute Cour de Justice, cela signifie que nous n'avons plus de président et que son gouvernement est frappé d'illégitimité, voire d'illégalité totale. Il faut au pays une autre équipe gouvernementale. Nous adhérons alors à l'appel de Philippe NOUDJENOUME appelant aux Etats-Généraux de la Patrie pour que le peuple se dote d'un nouveau pouvoir.

Messieurs les Journalistes,

Camarades et Chers Amis,

Des esprits malfaisants avaient dit qu'un syndicat ne doit pas faire la politique. Ils ont été confondus et se sont tus ! Ils diront qu'un syndicat ne doit pas participer à la lutte pour la révolution et pour un autre régime politique, pour un gouvernement représentant véritablement les intérêts des travailleurs et du peuple. C'est ainsi qu'en 1963, les travailleurs, après avoir renversé MAGA, ont appelé les militaires à prendre le pouvoir. Il en a été de même en 1967, en 1972. Les efforts du PCB et de la Convention du Peuple en 1989 pour les Comités d'action des travailleurs et du peuple au pouvoir ont été contrecarrés ! Mais, tout ce beau monde qui conseille aux syndicats de rester à l'écart de la révolution, de la lutte pour un pouvoir des travailleurs et du peuple ont encensé la COSATU en Afrique du Sud aux côtés de l'ANC, le syndicat Solidarnosc en Pologne dans la lutte pour un nouveau pouvoir ! Nous à la CSTB, nous avons appris et avons décidé d'être comme la COSATU pour abattre l'apartheid social dans lequel les dignitaires et leurs soutiens impérialistes étrangers au Bénin ont enfermé les travailleurs et la jeunesse de ce pays. Alors, nous demandons à chaque militant de la C S T B, à chaque travailleur de prendre les devants dans son unité de production pour :

- Interpeller les D G et directeurs à venir rendre compte de leur gestion devant les travailleurs ;

- publier les audits ainsi que les résultats des enquêtes de mauvaise gestion ;

- procéder à la confirmation ou au remplacement des Directeurs Généraux.

J'appelle chaque instituteur et institutrice à ne plus appliquer les N P E à la rentrée prochaine.

Commençons aujourd'hui la construction de la République de demain.

Pour ma part, j'ai décidé d'animer régulièrement, tous les jours s'il le faut, un point de presse pour faire connaître les luttes populaires, les initiatives porteuses d'espoir ainsi que les positions de la CSTB. Que toutes les victimes du régime actuel dont les voix et plaintes ne passent pas dans les journaux, sur les ondes viennent ici à la Bourse du Travail et à partir de 10 heures chaque jour aider à animer le point de presse.

Au combat ! Nous vaincrons.

Le Secrétaire Général Confédéral

**Gaston K. AZOUA**